

Adresse permanente : _____

Code postal : |_|_|_|_|_|_|_| Commune : _____

Téléphone portable : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Téléphone fixe : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Courriel : _____ @ _____

4. CARACTERISTIQUES DU PROJET

Dans le cas d'un projet situé sur plusieurs communes, désignation de la commune portant la partie du projet la plus importante en surface (ha):

_____ Code INSEE: |_|_|_|_|_|_|

Lieu dit le cas échéant : _____

a) Localisation des parcelles à planter : *Au besoin, ajoutez des lignes sur une page vierge annexée.*

Désignation des surfaces à planter telles qu'identifiées sur le plan cadastral <i>(rajouter le n° de la surface plantée comme indiqué sur votre plan cadastral)</i>	Surface à planter (ha)	Nom de la commune	Nombre de plants pour les tiges principales	Utilisation actuelle des terres agricoles (pâturage - prairies, cultures, maraichage, autres)	Liste des parcelles cadastrales concernées			Surface de la parcelle cadastrale (ha)	N° Ilot PAC (le cas échéant)
					Section cadastrale	Numéro de parcelle cadastrale	Subdivision cadastrale		
<i>Ex : S1, S2</i>	_ _ _ , _ _				_ _	_ _	_ _	_ _ _ , _ _	
	_ _ _ , _ _				_ _	_ _	_ _	_ _ _ , _ _	
	_ _ _ , _ _				_ _	_ _	_ _	_ _ _ , _ _	
	_ _ _ , _ _				_ _	_ _	_ _	_ _ _ , _ _	
	_ _ _ , _ _				_ _	_ _	_ _	_ _ _ , _ _	
	_ _ _ , _ _				_ _	_ _	_ _	_ _ _ , _ _	
	_ _ _ , _ _				_ _	_ _	_ _	_ _ _ , _ _	
	_ _ _ , _ _				_ _	_ _	_ _	_ _ _ , _ _	
Totaux	_ _ _ , _ _								

Densité réelle moyenne de tiges principales par hectare sur le projet :

Le projet concerne des plantations en zone Natura 2000 : oui non

Si oui, indiquer les n° des Ilots PAC concernés (le cas échéant) : _____

b) Descriptif du projet *(Présentation synthétique des objectifs visés par le projet en adéquation avec ceux de l'appel à projets. Rubrique à renseigner en complément du diagnostic détaillé.)*

c) Caractéristiques du projet

Nombre d'essences au sein des tiges principales concerné par le projet global : _____

Projet concernant au moins un hectare sous mode de production biologique ou en conversion : oui non

Projet ancré dans un projet de territoire plus large et pouvant le justifier : oui non

Si oui lequel : _____

Projet intégrant des fruitiers dès la demande de d'aide : oui non
 Dont des variétés menacées : oui non

Projet intégrant des essences complémentaires au stade arbustif, en plus des 30 tiges principales : oui non

d) Calendrier prévisionnel du projet (obligatoire)

Date prévisionnelle de début de projet : |_|_|_|/|_|_|/ 2 0 |_|_|_| (jour/mois/année)

Année de réalisation des travaux	Dépense prévisionnelle correspondante (€ HT)
	_ _ _ , _ _ _ , _ _
	_ _ _ , _ _ _ , _ _
	_ _ _ , _ _ _ , _ _
	_ _ _ , _ _ _ , _ _
TOTAL des dépenses prévues	_ _ _ , _ _ _ , _ _

Date prévisionnelle de fin de projet : |_|_|_|/|_|_|/ 2 0 |_|_|_| (jour/mois/année).

Justification si les travaux ne se font pas sur une seule campagne de plantation (hors travaux d'entretien) :

5. PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET

DEPENSES PREVISIONNELLES D'APRES DEVIS

a) Dépenses matérielles

Ajoutez un tableau comportant les mêmes colonnes si besoin sur papier libre en cas d'espaces insuffisants pour une complétude à la main.

Désignation des surfaces à planter telles qu'identifiées sur le plan cadastral (même numérotation que précédemment)	Nature de dépenses	Observations. Indiquez précisément la liste des essences plantées et vérifiez l'âge des plants (Genre espèce)	Prix unitaire € HT**	Nombre de plants	Montant prévisionnel € HT	Nom du fournisseur à l'origine du devis	Devis joint (Cochez si oui)
	Travaux du sol		_ _ _ , _ _	X _ _ _	= _ _ _ _ _ , _ _		<input type="checkbox"/>
	Fournitures (plants, protections, paillage...)		_ _ _ , _ _	X _ _ _	= _ _ _ _ _ , _ _		<input type="checkbox"/>
	Mise en place (plants, protections, paillage...)		_ _ _ , _ _	X _ _ _	= _ _ _ _ _ , _ _		<input type="checkbox"/>
	Entretien		_ _ _ , _ _	X _ _ _	= _ _ _ _ _ , _ _		<input type="checkbox"/>
	Travaux du sol		_ _ _ , _ _	X _ _ _	= _ _ _ _ _ , _ _		<input type="checkbox"/>
	Fournitures (plants, protections, paillage...)		_ _ _ , _ _	X _ _ _	= _ _ _ _ _ , _ _		<input type="checkbox"/>
	Mise en place (plants, protections, paillage...)		_ _ _ , _ _	X _ _ _	= _ _ _ _ _ , _ _		<input type="checkbox"/>
	Entretien		_ _ _ , _ _	X _ _ _	= _ _ _ _ _ , _ _		<input type="checkbox"/>

* Forfaitisez tout au plant unitaire.

Montant prévisionnel total des dépenses matérielles : (a) : |_|_|_|_|_|, |_|_| € HT

b) Dépenses immatérielles

Nature de la prestation	Prestataire à l'origine du devis	Montant € prévisionnel HT	Devis joint (Cochez si oui)
		_ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>
		_ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>
		_ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>

Montant prévisionnel total des dépenses immatérielles : (b) : |_|_|_|_|_|, |_|_| € HT

Montant prévisionnel total des dépenses : (a+b) : |_|_|_|_|_|, |_|_| € HT

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financeurs sollicités	Montant prévisionnel en € HT
Agence de l'Eau (_____)	_ _ _ _ _ _ , _ _
Sous-total financeurs publics	_ _ _ _ _ _ , _ _
Emprunt	_ _ _ _ _ _ , _ _
Autres contributeurs privés	_ _ _ _ _ _ , _ _
Sous-total financeurs privés	_ _ _ _ _ _ , _ _
Autofinancement	_ _ _ _ _ _ , _ _
TOTAL général = coût total du projet	_ _ _ _ _ _ , _ _

6. ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR (A COCHER OBLIGATOIREMENT)

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides :

de soutien à la mise en place de systèmes agroforestiers du Programme de Développement Rural « Eure et Seine-Maritime »,
Ou

de soutien à la mise en place de systèmes agroforestiers au titre du Programme de Développement Rural « Calvados, Manche et Orne ».

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur (cases à cocher) :

que l'opération n'a pas débuté au moment du dépôt de mon (notre) dossier,

avoir pris connaissance des informations présentées dans la notice d'information, notamment en ce qui concerne les délais de réalisation de mon projet et de communication des pièces au service instructeur, les points de contrôle, les règles de versement des aides et les sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,

respecter les normes minimales attachées à mon projet et notamment les normes environnementales,

être informé(s) et avoir pris connaissance des textes réglementaires liés à la demande et consultables au service instructeur,

ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,

le cas échéant, avoir obtenu de la part des propriétaires du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées l'autorisation de réaliser ces aménagements,

que les parcelles concernées doivent avoir fait l'objet d'une exploitation agricole pendant au moins 2 années consécutives au cours des 5 années précédant la demande et ne pas avoir été exploitées en verger au cours des 5 dernières années précédant la demande,

Pour SCEA : les associés exploitants détiennent au minimum 50 % du capital social,

avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide sera sélectionnée par appel à projets et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à ce dispositif,

ne pas avoir obtenu sur une période de trois exercices fiscaux un montant d'aides publiques supérieur à 200000 euros, au titre du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de *minimis*,

l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet.

Je m'engage (nous nous engageons) à :

- informer le service instructeur de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements,
- laisser affectés à la vocation agroforestière les terrains sur lesquels ont été effectués les travaux ayant justifié l'octroi de l'aide pendant cinq ans à compter de la date du paiement final ;
- transmettre sans délai au service instructeur la déclaration de début des travaux,
- me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- respecter les obligations en matière de d'information et de publicité, conformément aux modalités définies à l'annexe III du Règlement (UE) n°808/2014 du 17 juillet 2014, modifié par le règlement d'exécution (UE) n°2016/669, en cas de bénéfice des aides FEADER, et conformément à la notice en annexe du présent appel à projets;
- réaliser l'opération présentée dans ma demande conformément aux conditions techniques (dont les densités) et financières définies dans l'appel à projets, et la décision attributive d'aide,
- détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant dix années,
- respecter les conditions techniques suivantes :
 - ne pas utiliser de produits phytosanitaires sur la ligne de plantations et au pied des arbres,
 - utiliser un paillage biodégradable,
 - veiller à la garantie de reprise de 100% des plants et le respect des densités,
 - ne pas réaliser de travail en plein du sol sur les rangs (or exception motivée dans le document technique),
 - ne pas retourner la parcelle en cas d'implantation sur une parcelle en prairie permanente ou de longue durée (plus de 5 ans) et à respecter la réglementation en vigueur.
- fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme,
- transmettre au moment du solde les coordonnées X, Y en lamberts 93 des haies créées et/ou restaurées.

Je suis informé(e) (nous sommes informés)

- que si je ne suis pas (nous ne sommes pas) à jour de mes (nos) cotisations au régime de protection sociale agricole, je (nous) ne pourrai (pourrons) pas bénéficier d'une aide du FEADER (personnes assujetties uniquement),
- qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.
- que, conformément au règlement européen n°1306/2013 du 17 décembre 2013, l'État publie sous forme électronique la liste des bénéficiaires ayant reçu une aide du FEADER. Dans ce cadre, mes prénoms et noms (sauf si les aides publiques sont inférieures à 1250€), ma raison sociale, la mesure FEADER concernée et le montant des aides perçues seront mis en ligne pendant deux ans sur le site internet de l'Etat TelePAC. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie (nous bénéficions) d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me (nous) concernant.

7. LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Certaines pièces pourront être demandés en complément au moment du paiement.

Pièces obligatoires ⁽¹⁾	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur	Sans objet
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété, daté et signé par le(les) porteur(s) de projet	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>		
Preuve d'identité				
Copie de la carte d'identité ou passeport en cours de validité du demandeur en exploitation individuelle <i>ou</i> du représentant légal <i>et/ou</i> du mandataire	Tout demandeur concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Extrait k bis récent (moins de six mois)	Sociétés agricoles. Etablissement d'enseignements agricoles <i>et/ou</i> de recherche	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve de propriété				
Extrait de matrice cadastrale de l'année ou la plus à jour <i>ou</i> acte notarié	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>		
Accord écrit entre le propriétaire (=mandataire en cas d'une propriété sous indivision) et le locataire <i>mentionnant les numéros de parcelles</i>	Tout demandeur concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve de représentation légale ou de pouvoir				
Pouvoir de tutelle ou curatelle	Tuteur légal ou curateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Accord sous seing privé	Usufruitier ou nu-propriétaire (<i>selon la qualité du demandeur</i>). L'accord du nu-propriétaire est obligatoire.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si terrains en co-indivision, mandat des co-indivisaires <i>ou</i> des co-propriétaires <i>ou</i> de l'époux demandeur mais non propriétaire <i>ou</i> de toutes personnes se partageant le droit de propriété (<i>modèle en Annexe 1</i>)	Mandataire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision du Président <i>ou</i> CR d'Assemblée générale compétent approuvant le projet	Etablissements publics	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision du gérant et pouvoir du co-gérant en cas de co-gérance <i>ou</i> CR d'Assemblée générale	Tout demandeur concerné (EARL, SCEA)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Extrait des statuts	Tout demandeur concerné (Sociétés agricoles)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres pièces administratives				
Relevé d'identité bancaire ⁽²⁾	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Liste des aides publiques perçues au titre du règlement " <i>de minimis</i> " dans les 3 années qui précèdent la signature du présent formulaire (<i>modèle en Annexe 2</i>)	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Formulaire de confirmation du respect des règles de la commande publique (<i>modèle en Annexe 3</i>)	Etablissements publics	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces obligatoires	Type de demande concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur	Sans objet
Documents permettant d'apprécier le caractère agricole des surfaces à planter avec identifications précises des parcelles concernées pendant les 5 dernières années avant le dépôt de la demande d'aide mais aussi de la non exploitation en verger (demande PAC faisant foi ou à défaut relevé parcellaire d'exploitation MSA ou tout élément permettant d'attester de l'effectivité d'une production sur une période de 5 années consécutives (carnet de pâturage/fauche, carnet de culture, attestation de don de foin ...)	Toute demande	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de masse cadastral daté et signé avec indication du Nord et échelle de type graphique, à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Devis descriptif(s) et estimatif(s) prévisionnel(s) détaillé(s) du coût des travaux, précisant obligatoirement la surface totale en hectare des parcelles implantées, respectant les natures de dépenses et la nature		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

des essences choisies (noms latins), ainsi que les éventuelles dépenses immatérielles	Toute demande	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Diagnostic permettant de définir la localisation de l'implantation du système, la densité de plantation, les essences à planter conformément aux listes éligibles		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièces permettant de juger du professionnalisme du maître d'œuvre choisi par le demandeur (références professionnelles et CV)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièces complémentaires pour l'instruction⁽⁴⁾	Type de demande et demandeur concernés	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur	Sans objet
Décision juridique d'octroi de la Dotation Jeune Agriculteur	Tout demandeur concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve de la démarche collective dans laquelle s'insère le projet (ex : GIEE, ferme DEPHY, etc) : Attestation ferme Dephy ou réseau des 30.000 par exemple		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve attestant du contrat MAEC/T de l'agriculteur		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certificat agriculture biologique des parcelles ou en cours de conversion	Toute demande concernée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve que le projet intègre un projet de territoire plus vaste (BAC/AAC, N2000...) ⁽⁵⁾		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

1. Attention : l'absence de justificatifs obligatoires ne permet pas de réceptionner votre dossier complet. Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession du service instructeur à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques, dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant. Prenez contact avec le service instructeur avant de déposer votre dossier.
2. Pour le RIB : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu du service instructeur. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).
3. Si les éléments techniques fournis sont insuffisants à la compréhension du dossier et à la vérification de son adéquation avec l'objectif recherché, le service instructeur pourra demander des compléments. Si ces compléments restent insuffisants, le dossier pourra faire l'objet d'un avis défavorable de la part du service instructeur.
4. Attention : l'absence des justificatifs complémentaires invalide le critère de sélection correspondant et en conséquence pénalise votre classement dans la sélection finale.
5. Il convient de porter à la connaissance des services instructeurs des plans d'actions territoriaux dans lesquels votre projet s'inscrit qui viennent appuyer la description au point 4c).

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas⁽⁶⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

6. Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple: vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

8. SIGNATURE(S) DU DEMANDEUR

Fait à _____, le |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

Nom, prénom du représentant de la structure : _____

Qualité : _____

Cachet et signature (de tous les associés pour un GAEC) :

--	--

(*) Cette ligne ne doit être côtelée que dans le cas d'un mandat de paiement. Il est rappelé que le mandat est personnel ; il est ni cessible ni transmissible. Pièces à joindre obligatoirement pour le mandataire et, en cas de mandat de paiement, pour les mandants signataires d'un mandat sous-seing privé :

Représentant d'une personne morale :

- Représentant légal : précision de la qualité dans le mandat et copie de la pièce d'identité
- Autre ou si qualité non précisée : copie du pouvoir habilitant à représenter la personne morale (si GAEC, pouvoir signé de l'ensemble des associés) et copie de la pièce d'identité.

Personne physique : Copie de la pièce d'identité.

ANNEXE 2 : ATTESTATION DE SITUATION AU REGARD DE LA REGLEMENTATION DE MINIMIS**CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION / NE RIEN INSCRIRE**

N° OSIRIS : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je suis informé(e) que la présente aide relève du régime « *de minimis* »¹, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*, publié au Journal officiel de l'Union européenne L 352 du 24 décembre 2013.

J'atteste sur l'honneur :

- **A) avoir perçu** (décision d'octroi ou paiement) au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites « **de minimis** » **entreprise** (en référence au règlement (UE) n° 1407/2013 ou au règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres)	Date de la décision (ou à défaut : date du paiement)	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou à défaut : montant reçu)
Total (A) des montants d'aides de minimis entreprise déjà perçus		Total (A) =	€

A priori, cela ne devrait plus être le cas...

- **B) avoir demandé mais pas encore reçu** la décision correspondante ni le paiement relatifs à la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites « **de minimis** » **entreprise** (en référence au règlement (UE) n° 1407/2013) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres)	Date de la demande	Montant demandé
Total (B) des montants d'aides de minimis entreprise déjà demandés mais pas encore reçus		Total (B) =	€

- **C) demander, dans le présent formulaire**, une aide relevant du régime « **de minimis** » **entreprise** (règlement (UE) n° 1407/2013) :

Montant (C) de l'aide demandée dans le présent formulaire	(C) =	€
------------------------------------------------------------------	--------------	---

Total des montants à comptabiliser sous le plafond de minimis entreprise	(A)+(B)+(C) =	€
---------------------------------------------------------------------------------	----------------------	---

Si la somme totale des montants d'aides « *de minimis* » entreprise perçus et demandés [(A)+(B)] excède 200 000 €, l'aide demandée (C) dans le présent formulaire ne sera pas accordée.

Je m'engage à conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire.

Cocher la case correspondant à votre situation :

- J'atteste sur l'honneur ne pas avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, d'aides *de minimis* au titre d'autres règlements *de minimis* (règlements *de minimis* agricole, *de minimis* pêche ou *de minimis* SIEG)
- J'ai reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides *de minimis* au titre d'autres règlements *de minimis* (règlements *de minimis* agricole, *de minimis* pêche ou *de minimis* SIEG). **Dans ce cas je complète également l'annexe 2 bis.**

Fait à _____, le | | | | / | | | | / | | | | | |

Signature(s) du demandeur et des associés exploitants en cas d'installation sociétaire :

¹ Le régime de minimis permet d'attribuer des subventions à des entreprises en respectant la réglementation relative à la concurrence et en particulier la limitation des aides publiques aux entreprises. Le règlement de minimis entreprise et le règlement de minimis agricole définissent chacun le montant maximum d'aide publique qu'une entreprise peut obtenir, sur une période de 3 ans.

ANNEXE 2 bis :**Complément à l'annexe 2 à remplir obligatoirement et uniquement par les entreprises exerçant en plus des activités éligibles aux aides de minimis entreprise, des activités au titre desquelles elles ont perçu d'autres aides de minimis (agricole)**

Si mon entreprise exerce des activités de production agricole primaire au titre desquelles elle a perçu des **aides de minimis « agricole »** (en application du règlement (UE) n°1408/2013 ou du règlement (CE) n° 1535/2007, dits « règlements de minimis agricole ».),

j'atteste sur l'honneur :

- **D) avoir perçu, ou demandé mais pas encore reçu**, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides « de minimis » agricole** (en application du règlement (UE) n° 1408/2013 ou du règlement (CE) n° 1535/2007).

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres)	Date de la décision (ou à défaut : date du paiement)	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou à défaut : montant reçu)
Total (D) des montants d'aides de minimis entreprise déjà perçus		Total (D) =	€

- **E) avoir perçu, ou demandé mais pas encore reçu**, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides « de minimis » agricole** (en application du règlement (UE) n° 1408/2013 ou du règlement (CE) n° 1535/2007).

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres)	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision) ou montant demandée si l'aide n'a pas été encore reçue
Total (E) des aides reçues, ou demandées mais pas encore reçues, au titre du régime d'aides de minimis agricole		Total (E) =	€

Total des montants des aides de minimis entreprise [(A)+(B)+(C)] en annexe 2 + aides de minimis agricole (D) en annexe 2bis	(A)+(B)+(C)+(D)+(E) =	€
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------	---

- que les aides mentionnées dans les tableaux D et E portent sur des activités et des coûts **distincts de ceux du projet** décrit dans le présent formulaire.

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » entreprise et agricole reçus et demandés mais pas encore reçus [(A)+(B)+(D)+(E)] excède 200 000 €, l'aide demandée (C) dans le présent formulaire ne sera pas accordée.

Je m'engage à conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire.

Fait à _____, le |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

Signature(s) du demandeur et des associés exploitants en cas d'installation sociétaire :

